



Extrait du OIEau

<http://www.iowater.org/oieau/notre-actualite-et-avancement-de/article/ricfme>

RICFME

- OIEau - Notre actualité et avancement de nos projets -



Date de mise en ligne : lundi 26 octobre 2009

OIEau

Congrès de l'Association Africaine de l'Eau à Kampala : Investir dans la formation

(Les nouvelles N° 21 - janvier 2011)

Lors du 15ème Congrès de l'Association Africaine de l'Eau qui s'est tenu à Kampala en Ouganda du 15 au 18 mars 2010, le **Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau - RICFME** - a invité les participants à un atelier international sur "la formation professionnelle aux métiers de l'eau et de l'assainissement".

Cet événement a été organisé en partenariat avec l'Agence Française de Développement. Les interventions ont été organisées en deux parties :

- la formation, outil de modernisation des Services d'eau ;
- la formation professionnelle, un métier.

Les différentes interventions ont donné lieu à des présentations concrètes à partir de l'expérience des Sociétés d'eau et d'assainissement africaines : MOWASCO et KIWASCO au Kenya, NWSC en Ouganda, ainsi que des Centres de Formation, KEWI (Kenya), ZIE (Burkina Faso), de l'ONEP (Maroc) et OIEau (France).

Le renforcement des compétences des personnels des Services de l'eau potable et de l'assainissement est plus que jamais une priorité incontournable, si on ne veut pas que l'eau devienne un des facteurs limitant du développement de nombreux pays du Monde.

Le retard pris devient inquiétant et une mobilisation sans précédent est indispensable pour que l'humanité gagne la bataille de l'eau et prépare l'avenir ...

Il faut soutenir les projets de renforcement des compétences aux métiers de l'eau partout dans le Monde !

La formation dans le secteur de l'eau est un investissement rentable !

(Les nouvelles N° 20 - février 2010)

Des importants investissements sont réalisés chaque année dans les infrastructures d'eau potable, d'irrigation et d'assainissement dans le Monde, par les Etats, les services et les sociétés d'eau. Mais pour assurer la pérennité de ces infrastructures, leur bon fonctionnement et améliorer la qualité des services, les compétences en gestion, exploitation et maintenance, tant aux niveaux des cadres, que des chefs d'équipes ou des employés et ouvriers travaillant dans le secteur de l'eau, restent trop souvent encore insuffisantes. Les principaux acteurs prennent de plus en plus conscience des enjeux pour les services des eaux d'une meilleure gestion des ressources humaines et ils mesurent les importants besoins de formation

professionnelle.

Ces besoins sont énormes ; ce sont des dizaines de milliers d'agents de tous niveaux, mais majoritairement de faible niveau hiérarchique, qui doivent être mis au service de la gestion de l'eau dans le Monde et dont il faut assurer la formation.

L'efficacité des services d'eau potable, d'irrigation collective et d'assainissement, ne peut être atteinte sans un renforcement significatif des compétences et capacités professionnelles des personnels.

Les efforts des bailleurs, visant à inclure une composante formation professionnelle dans leur approche par projet, permettent certes d'améliorer la situation, mais ne suffisent pas à garantir la pérennité et le bon fonctionnement des infrastructures.

Cette pratique induit même un éclatement des actions de formation et un manque de vision transversale au niveau de chaque pays sur le secteur de la formation professionnelle pour les besoins du secteur de l'eau.

La mise à niveau des compétences demande une action coordonnée et pérenne au niveau national en vue d'organiser les actions à mener :

- identification des besoins de formation,
- élaboration d'une offre de formation efficace,
- mobilisation des moyens pour réaliser ces formations,
- évaluation et suivi des effets de la formation,
- création des modalités financières pouvant soutenir la formation dans la durée.

De nombreux centres de formation dans le Monde ne peuvent pas atteindre un niveau suffisant de professionnalisation pour proposer une offre de formation durable, ce qui est aggravé par un engagement au coup par coup des bailleurs de fonds. Les actions de formation manquent ainsi d'accompagnement et de progressivité. Elles ne sont pas assez soutenues par une volonté politique dans la majorité des Pays.

La "Formpro" du secteur de l'eau est donc essentielle, rentable et c'est un métier.

Fort de ce constat, les centres de formation aux métiers de l'eau existant dans différentes régions du Monde, se sont organisés en créant en décembre 2008 le Réseau International des Centres de Formations aux Métiers de l'Eau (RICFME).

Une réunion du Bureau du Réseau s'est tenue les 7 et 8 décembre 2009, à Rabat, pour décider des activités prioritaires :

- Animation d'un séminaire sur la formation professionnelle au Congrès de l'Association Africaine de l'Eau (AAE) à Kampala, le 17 mars 2010 ;
- Ouverture du site "ricfme.org" et publication régulière d'une lettre électronique du Réseau ;
- Organisation d'un séminaire en fin d'année

2010 qui pourrait se tenir à Ouagadougou, sur la thématique de l'offre régionale de formation professionnelle en Afrique et l'évaluation de son impact sur la durabilité des investissements. Le Bureau a adopté "la Déclaration de Rabat" qui fixe la doctrine du RICFME pour renforcer la formation professionnelle aux métiers de l'eau dans le Monde.

Création d'un réseau international des Centres de Formations aux Métiers de l'Eau

(Les nouvelles N° 19 - décembre 2008)

Avec l'appui du Ministère français des Affaires Etrangères et de l'Agence Française de Développement, l'**Office International de l'Eau** a étudié depuis 2007 la possibilité de création d'un **Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau**, réunissant ses homologues à travers le monde pour échanger sur leurs expériences et promouvoir le développement des compétences des professionnels du secteur de l'eau, comme une condition nécessaire pour atteindre les Objectifs du Millénaire.

Un recensement des centres de formation existants a été réalisé, ainsi qu'une analyse des initiatives régionales de coopération dans ce domaine. Parallèlement, il a été procédé à une évaluation des besoins et des attentes de ces centres au travers d'un questionnaire.

Les réponses reçues illustrent une diversité importante entre les centres de formation, en ce qui concerne leurs statuts, leur taille et leur organisation, leurs activités de formation ou le nombre de stagiaires. L'analyse de ces réponses a permis de mieux décrire les centres de formation et de mettre en exergue des différences et des similitudes, mais elle souligne aussi clairement le manque actuel de partenariats existant entre eux et la faiblesse des programmes de coopération internationale qui leur sont consacrés.

Fort des résultats de cette enquête, la première réunion constitutive du Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau - RICFME - s'est tenue du 19 au 21 novembre 2008, à Paris et à Limoges, à l'invitation des Autorités françaises.

Les échanges ont porté notamment sur le financement du système de formation et sur des thèmes d'intérêt potentiel pour les futures activités du nouveau Réseau International :

- Promotion de la formation professionnelle et renforcement des relations avec les principaux bailleurs de fonds internationaux, qui soutiennent le développement du secteur de l'eau ;
- Organisation régulière de séminaires et d'ateliers sur les besoins et les méthodes de formation ;
- Développement des échanges d'expérience entre centres partenaires sur leurs outils pédagogiques ;
- Organisation de visites techniques et de voyages d'étude ;
- Renforcement de la promotion des centres de formation, grâce aux outils de communication, tels que portail Internet, lettre du réseau, … ;
- Mise en place de groupes de travail pour le développement de projets communs.

Une visite du Centre National français des Formation aux Métiers de l'Eau (CNFME) à Limoges et à La Souterraine a été organisée, afin de compléter les échanges par une expérience pratique sur le terrain. Cette Assemblée Constitutive s'est achevée par la signature de la "Charte du RICFME", qui officialise la volonté des 16 centres fondateurs de poursuivre leurs échanges et fixe les modalités de fonctionnement du Réseau, jusqu'à la

prochaine Assemblée Générale, qui se tiendra au Maroc en 2009.